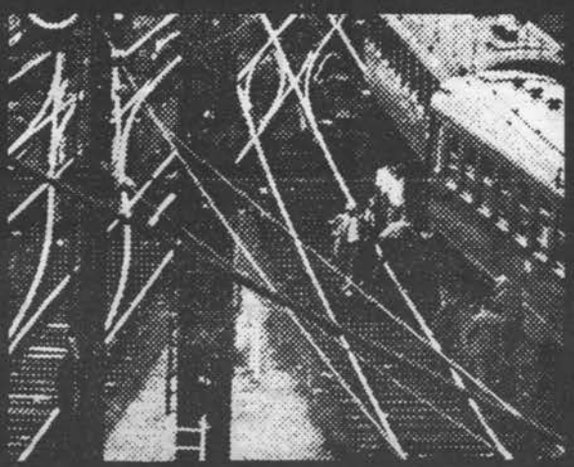
n°108

front libertaire

9 Avril 1979 4fr.

des luttes de classe

édité par l'Organisation Communiste Libertaire



PTT SNCF sidérurgie

pour une rencontre des pratiques autonomes

femmes

radios libres

journaux d'expression libre

front libertaire
des luttes de classe

Edité par
l'Organisation Communiste Libertaire
33, rue des Vignoles, 75020 Paris
Tel : 370 46 86
Permanence : tous les jours de 14 à 19 h

Directeur de publication : G. SIBBAH
Dépot légal 42 447 Com par 51613
Imprimerie Edit 71
9, rue A. Metivier 75020 Paris
Tel : 636 89 09

★ ★ ★ ★ ★

ABONNEMENT

FRANCE

12 numéros plis ouverts	40 F
Soutien	65 F
Plis fermés	80 F
24 numéros plis ouverts	80 F
Soutien	130 F
Plis fermés	160 F
Abonnement de diffusion	
5 ex. pendant 10 n°	145 F
10 ex. pendant 10 n°	290 F
5 ex. pendant 1 an	290 F
10 ex. pendant 1 an	500 F
Etranger	
24 numéros plis ouverts	100 F
Soutien	150 F
Plis fermés	180 F

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 F en timbres

C.C.P. « FRONT LIBERTAIRE »
33 907 40 La Source

Secrétariats de l'Organisation Communiste Libertaire :

NORD : BARBEILLON B.P 52 59240 DUNKERQUE

CHAMPAGNE-ARDENNES : Anne Moreau, BP 1275, 51060 Reims Cedex

EST : O.C.L. c/o Librairie « Le Temps des Cerises », 16, rue Gustave Simon – 54000 Nancy.

OUEST NORMANDIE : FL, c/o La Taupe, 2 quai Lalande, 72000 Le Mans

BRETAGNE : Dieudonne MOISAN, BP 18, 22220 Treguier

REGION PARISIENNE : 33 rue des Vignoles, 75020 Paris

CENTRE : La Commune, BP 1228, 45002 Orleans Cedex.

BOURGOGNE-FRANCHE COMTE : Nestor, BP 1064, 21025 Dijon Cedex.

AUVERGNE LIMOUSIN : Guéret (écrire à Orléans).

RHONE-ALPES : OCL c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.

SUD-EST : Germinal, 19 rue des Suisses, 13200 Arles.

SUD-OUEST : MOKA c/o Librairie « L'Etincelle », 50, rue Pasteur – 64000 Pau.

SUD (CENTRE) : Fédération de l'Aude, B.P. 128 – 11000 Carcassonne.

NORMANDIE : A.S.T.V.E.M.U., BP 170, 14008 Caen Cedex.

OCL Aix-enProvence :
Philippe PORTET - BP 357
13611 Aix-en-Provence

Pour tout contact, s'adresser directement aux secrétariats régionaux.

SOUSCRIPTION FL

montant; .....
ville; .....

BULLETIN D'ABONNEMENT

nom

prénom

adresse

profession

CHEQUES A L'ORDRE DE « *Front Libertaire* »

ÉTAT DES ABONNEMENTS ET SOUSCRIPTIONS

Janvier	
Abonnements	1.340 F
Souscriptions :	
Éveux	60 F
Orléans	300 F
Brest	70 F
St-Hilaire	20 F
Toulouse	25 F
Paris 18ème	120 F
Total souscriptions	595 F
Total janvier	2.025 F

Février	
Abonnements	910 F
Souscriptions :	
Éveux	60 F
Paris 20ème	50 F
Chevigny	10 F
Caen	40 F
Champigny	80 F
Hénin Beaumont	100 F
Nantes	50 F
Strasbourg	200 F
Paris-Est	10 F
Thaon	50 F
Librairie 33	57 F
Total souscriptions	707 F
Total février	1.617 F

SOMMAIRE :

On s'en souviendra du 23 Mars.....3

RENCONTRE:
Nanterre en folie.....5
Réfléxions d'un électricien chomeur.....6
Rencontre d'un autre type.....7

LUTTES OUVRIERES:
De Denain à Longwy.....8
"Le Bénéfique"est né.....10
Nouvelle tactique des syndicats.....11
Sonacotra.....12

DEBAT:
Non-garantis et luttes sociales.....13

REPRESSION.....14

Rubrique de contre-info.....14

On s'en souviendra du 23Mars

De la manifestation du 23 mars, tout le monde en a entendu parler. Mais le climat « d'émeute » qui a régné sur les boulevards ce jour-là a fait oublier les objectifs premiers des organisateurs de la marche. A deux jours des cantonales, la présence de Marchais au balcon de « L'Humanité » sur le parcours de la manifestation, n'était pas un hasard. Les cadres CGT-PC entendaient faire de cette marche une démonstration quantitative de taille, ce qu'ils ont fort bien réussi. L'avenir à court terme du contrôle par le PC et la CGT des luttes des sidérurgistes se jouait aussi dans cette manifestation. Cette marche intervenait à un moment dur pour le PC et les syndicats quand on sait que les lycéens de Denain, par exemple, déclaraient à la télévision que les syndicats avaient trahi les sidérurgistes lors des émeutes de Denain. La CGT avait donc mis le paquet pour la propagande, avec des affiches aux relents graphiques de Mai 68, pour bien montrer qu'ils étaient à la pointe des luttes. D'ailleurs, l'usage par la CGT d'une radio « libre » – comme l'emploi du terme autogestion – montre bien le souci de la CGT pour les formes de luttes plus radicalisées. La CGT sent qu'elle doit se mettre à la page, c'est-à-dire chercher à récupérer pour le stopper le nouveau mouvement qui se pointe à l'horizon.

Cette manifestation a donc vu dès le début s'opérer un regroupement de ceux/celles qui entendaient apporter un soutien à la mesure des luttes qui se mènent actuellement. Derrière la CFDT Longwy se sont donc regroupés les autonomes et l'OCL (région parisienne), qui avaient formé leur propre cortège. La condition d'intervention active de l'OCL – ainsi que la plupart des autonomes – était d'attendre les actions des camarades de Longwy et à les soutenir si action il y avait.

La CGT qui, depuis le matin à Pantin avait cherché à briser ce regroupement, avait décidé délibérément de l'attaquer pour le dissoudre, et pour cela a fait intervenir environ deux cents CRS à l'intérieur de la manifestation. Malheureusement pour elle, nos représentants de l'ordre se sont fait cerner sous une pluie battante d'objets volants non identifiés et ont été contraints de se retirer sans comprendre pourquoi leurs supérieurs les avaient envoyés au massacre.

Ce moment a considérablement servi à souder la solidarité sur le terrain entre les autonomes et les sidérurgistes de Longwy.

Après cet incident et jusqu'à l'Opéra, la CGT a fait une véritable chasse à l'homme dans le cortège pour isoler des camarades, les tabassant et allant jusqu'à les livrer aux CRS. Technique qui a provoqué d'ailleurs beaucoup de remous chez les militants cégétistes dont certains ont pris plusieurs fois la défense des camarades tabassés. Un camarade porteur d'un drapeau rouge et noir s'est vu bloqué par le S.O. de la CGT qui refusait de le laisser passer. Après une altercation, il a sorti sa carte d'Usinor, où il travaille, devant les *beaux* gênés qui l'ont laissé poursuivre son chemin après lui avoir dit « qu'il aurait mieux fait de rester là-bas » (sic).

C'est à Opéra, au moment de la dislocation par la CGT et grâce, dans un premier temps, aux drapeaux noirs et rouges, que se sont regroupés environ trois mille personnes décidées à ne pas rentrer chez elles pour Guy Lux.

La camionnette sono de SOS-Emploi de la CGT-Longwy scande : « Longwy, Denain nous montrent le chemin ». Beaucoup de gens circulent à l'entrée de la place de l'Opéra : autonomes, libertaires, sidérurgistes CGT-CFDT et autres. Les vitrines du Café de la Paix éclatent. Les CRS chargent. Grenades lacrymogènes et au chlore. Puis c'est l'érection de la première barricade, à Opéra, suivie bientôt d'autres, alors que quelques militants de l'OCT font de la figuration en formant une chaîne. Les magasins de luxe commencent à être pillés. Les camarades de Longwy, s'ils étaient partie prenante dans l'affrontement direct avec les flics, étaient contre le cassage des vitrines. Mais pour ceux/celles dont le chemin ne passera jamais par Opéra, jeunes chômeurs parisiens ou banlieusards, prolos et autres, les vitrines pour rupins des commerçants aussi rupins du quartier étaient une belle provocation.

Ce qu'on peut dire sur ce qui a suivi, c'est que tout le long des grands boulevards rarement des manifestants ont montré une telle détermination. Des corps-à-corps extrêmement violents ont eu lieu entre environ 400 manifestants et des CRS. De nombreuses fois, les flics ont été chargés et n'ont dû leur salut qu'à la fuite. Mais contrairement à ce qu'affirme la presse sur le prétendu « laxisme des forces de l'ordre », les CRS ont été extrêmement violents, digérant mal les raclées qu'ils avaient prises. Que dire par exemple des grenades offensives tirées sur les manifestants et à vingt mètres d'eux ? Si c'est ça le laxisme...

Derrière, la CGT n'arrive plus à disperser la manifestation. Beaucoup de gens, s'ils ne prennent pas part aux affrontements, sympathisent avec les « émeutiers ».

A la hauteur du siège de « L'Humanité », la première partie de la manifestation se rassemble et commence à siffler et à huer les collaborateurs à leurs balcons de ce bout de papier-chiotte qu'est l'Huma.

Les bouteilles volent. Une barricade impressionnante est érigée mais vite abandonnée, car les CRS en débouchant des rues transversales coupent le « noyau dur » du reste de la manif. La LCR qui vient de parcourir cinq-cents mètres aux cris de « Grève générale de la sidérurgie » (sic) se fait disperser gentiment par les flics à coups de casques, sans avoir rien compris au film puisqu'elle attendait sagement à République son heure de gloire vite transformée en heure de déboires. Après d'énormes mouvements de panique, ce qui reste de la manifestation se retrouve gare de l'Est et se fait assiéger par les flics à leur tour assiégés par d'autres manifestants. Il s'ensuit un gazage systématique du métro. A 20 heures, les flics entrent dans la gare de l'Est, et faute d'autonomes, s'offrent une ratonnade, histoire d'arrêter n'importe qui et de le tabasser.

A la suite des incidents ayant eu lieu au cours de la manifestation de soutien aux sidérurgistes, une quarantaine de personnes dont douze militants de la Fédération Anarchiste appréhendés alors qu'ils se rendaient sur les lieux de la manifestation, passent cet après-midi en flagrant délit en vertu de la loi anticasseurs. La crise économique permet à la justice bourgeoise de se montrer sous son vrai visage anti-populaire en appliquant des procédures d'exception. Cette loi et cette procédure sont significatives de la volonté du pouvoir depuis quelques années, de réprimer immédiatement toute contestation en n'hésitant pas à inculper toute personne sur « présomption ».

La Fédération Anarchiste dénonce l'ensemble de cet appareil policier et judiciaire au service du pouvoir, et appelle tous les travailleurs et les organisations démocratiques, syndicales et humanitaires à s'y opposer.

Fédération Anarchiste,
23 mars 1979

La répression

Lundi 26 mars, Palais de « justice ». Partout des flics : à Châtelet, Hôtel-de-Ville, à St-Michel et jusqu'à l'entrée du tribunal des flagrants délits où une centaine de gendarmes filtrent les entrées. Toute la presse est là. Beaucoup d'avocats aussi. Les « droit commun » profitent de la « générosité » du procureur qui se réserve pour les « casseurs », et sortent avec une peine plus réduite qu'à l'accoutumée.

Viennent les inculpés de la manifestation. Quatre personnes acceptent d'être jugées immédiatement. Deux immigrés de 19 et 20 ans vont prendre six mois dont quatre avec sursis pour avoir ramassé deux pantalons et deux chemises sur le trottoir ; un coursier de 27 ans prend douze mois dont six avec sursis pour avoir pris des bijoux fantaisie dans la vitrine déjà presque vide de BURMA ; six mois dont trois fermes pour un Egyptien de 31 ans pour une lampe de LANCEL. Une justice qui donne envie de dégueuler.

Les avocats qui réclament systématiquement la liberté provisoire se la voient refuser, sauf pour trois personnes dont la seule femme inculpée.

Roger Marin, magasinier de 29 ans au chômage et habitant à Longwy n'a pas, aux yeux du procureur, la chance d'être sidérurgiste et reste donc en détention.

Viennent enfin douze camarades de la Fédération Anarchiste dont l'appartenance à une même organisation et la défense collective ont fait céder le procureur qui a malgré tout gardé un otage et maintenu deux inculpations pour ne pas faire mauvaise figure devant cette chère opinion publique. Signalons que les camarades de la FA n'ont pas été arrêtés sur les lieux des affrontements puisqu'ils n'ont pu arriver jusqu'au cortège et ne pouvaient donc avoir d'intentions belliqueuses. Ils n'avaient que prévu l'auto-défense de leur groupe.

Ce qui s'est passé le 23 mars, le pouvoir ne pouvait l'empêcher. Ni les arrestations illégales opérées dans les squatts autonomes, ni les SO de la CGT ne pouvaient empêcher la colère de ceux qui n'ont plus rien à perdre de s'exprimer. De plus, c'est à Paris que tout se décide. Pourquoi ce qui s'est passé à Denain ou à Longwy aurait-il pu être contrôlé à Paris ? Le 23 mars, il n'y avait plus tellement de différence entre chômeurs, travailleurs, à emploi fixe ou « précaire », sidérurgistes, lycéens... Nous avons tous ressenti la même colère. Pour un jour, nous avons marché main dans la main. Il convient maintenant d'affirmer cette solidarité, de donner des avenirs à cette rencontre « sur le tas ». La rencontre du quatrième type que nous proposons dans ce numéro de F.L. en est certainement un.

Merci à la C.G.T.

Un « Quatre pages » grand format de contre-information sur la journée du 23 mars est paru, à l'initiative de l'OCL région parisienne. Ce « quatre pages » est essentiellement composé de témoignages sur la manifestation et ses suites, et tente de rétablir quelques vérités élémentaires, ou caricaturées, ou gommées par les médias. Il est important qu'il soit diffusé le plus massivement possible. Pour les camarades de la région parisienne, il est disponible directement au 33 rue des Vignolles. C'est un supplément à *Front Libertaire*.

POUR UNE RENCONTRE...

Il est temps que se concrétise aujourd'hui dans les faits, par des liaisons et des contacts plus suivis, la rupture qui s'opère dans la tête des gens, avec des structures réformistes. Le mouvement pour l'autonomie ouvrière est en train de naître. Il passe par le refus des structures traditionnelles de luttes. Il se concrétise dans les formes d'actions en rupture avec le cadre de la légalité. Un peu partout, on parle de sabotages sur les lieux de production, d'actions directes pour faire aboutir les revendications ; des journaux de contre-information apparaissent ou disparaissent ; des radios libres ou pirates se font entendre ; les grèves des loyers et la résistance active aux expulsions se multiplient dans les foyers immigrés. Le problème qui se pose, c'est de confronter tous ces lieux de l'autonomie, l'autonomie ouvrière et l'autonomie du pôle marginal. C'est pourquoi des camarades de l'OCL-Paris ont décidé d'entamer un vaste débat entre toutes ces autonomies. Ces camarades appartiennent à des structures larges, que ce soit aux PTT, à la SNCF, dans des comités de chômeurs, dans des regroupements de femmes libertaires, dans des journaux de contre-info, ou encore dans les radios libres.

Ils font paraître dans Front Libertaire *une série de textes sur leurs espoirs et leur envie de confrontation dans le but d'organiser d'ici la fin du mois de juin, une rencontre « d'un autre type » où se retrouveraient toutes ces pratiques différentes. Ceux et celles qui ont écrit ces textes ont déjà la volonté de réaliser cette rencontre ; mais beaucoup de groupes ou individus qui sont concernés par ce projet ne sont pas encore prévenus ou n'ont pas encore donné leur avis. Nous attendons encore des témoignages et des apports que nous désirons les plus rapides pour pouvoir concrétiser cette rencontre du quatrième type.*

Nanterre en folie

Voici un texte, résultat d'une discussion qui a eu lieu entre quelques personnes du groupe communiste libertaire de Nanterre, à partir de trois thèmes qui représentent une partie de notre réalité quotidienne.

Le premier concerne la situation des jeunes de banlieues. Si les personnes qui ont rédigé ce texte sont actuellement en fac, nous nous trouvons aujourd'hui dans le cas de jeunes de plus en plus nombreux à n'avoir jamais travaillé ailleurs que dans les petits boulots sans garantie. Nous somme de fait en relations étroites avec de jeunes Français et immigrés qui, dans leur vie quotidienne, pratiquent la démerde individuelle (fraude, fauche, auto-réductions des lieux culturels et pratiques « cultu-relles »). Ceuxci aujourd'hui réalisent une certaine jonction avec le mouvement autonome, dans son aspect de révolte violente. Pour nous, il est maintenant nécessaire d'avoir une ouverture et une coordination avec d'autres pôles de l'autonomie pour éviter le localisme, la taule, et posséder de nouvelles perspectives de luttes.

En ce qui concerne plus particulièrement le mouvement étudiant qui forme le deuxième thème de la discussion, il faut constater l'apathie qui règne. Nos objectifs qui ne peuvent passer pour revendicatifs, corporatistes, nous plongent dans l'inaction. En effet, nous n'avons pas à nous battre pour ménager un meilleur fonctionnement de ce lieu de mort et d'ennui, mais par contre pour détruire le système de sélection, d'examens, de concurrence entre les étudiants (vu le manque de débouchés à la fin des études). Il est évident que professer cela aujourd'hui est sans résultats effectifs et donc, nous souhaitons sortir de l'enceinte universitaire pour trouver d'autres terrains de lutte. La fac n'est plus qu'un lieu de passage pouvant servir de pôle de regroupement pour les étudiants radicalisés et plus largement pour tous les jeunes soumis à des conditions de vie précaires. C'est en cela que nous souhaitons une coordination réelle avec d'autres secteurs de l'autonomie.

Le troisième thème concerne le mouvement des radios libres dans lesquelles sont impliquées des personnes du groupe qui se heurtent aux mêmes problèmes. Il s'agit en effet de rompre avec le localisme et l'isolement, de se lier à un large mouvement social dont les radios peuvent être l'outil. Puour les radios, c'est le seul moyen d'obtenir une audience réelle et de sortir du vase clos où elles s'enferment aujourd'hui.

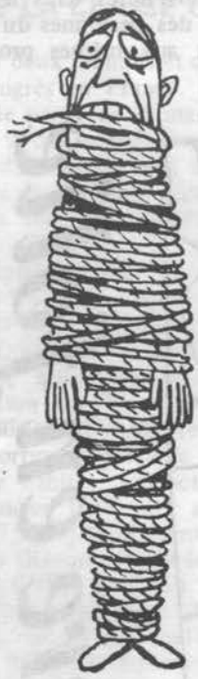
C'est en cela que nous voulons une nouvelle fois une coordination large avec le mouvement, et la création d'espaces où pourront s'élaborer des perspectives concrètes de combats.

En gros, nous espérons une rencontre avec d'autres lieux de l'autonomie où seront débattus nos problèmes et où s'affirmeront des projets, où se concrétisera notre espoir.

DU QUATRIEME

LE RAPPORT DE LA TENSION SUR L'INTENSITE EST EGAL A LA RESISTANCE (réflexion d'un électricien chômeur)

On dit souvent que les chômeurs (euses) n'ont plus rien à perdre. Dans un certain sens et logiquement, ce sont eux et elles qui devraient être à l'initiative des actions les plus dures. C'est en partie vrai, mais ce serait méconnaître toute la réalité subjective de l'idéologie que de ne pas comprendre pourquoi dans toute la France, il y ait si peu de collectifs de chômeurs et de chômeuses, et si peu combatifs.



Ton seul libérateur, c'est toi !

Le chômeur est un être qui a perdu ses racines sociales. Cela détermine profondément son existence. Pour commencer à lutter il faut d'abord ne pas voir sa vie personnelle par trop déréglée. Elle l'est nécessairement quand le manque d'argent se fait sentir, mais elle l'est surtout quand on perd ses attaches sentimentales, les amis et copains qu'on ne peut plus fréquenter, progressivement oubliés. Le chômeur s'enferme dans un ghetto parce que le café qu'il prenait au bistrot, les discussions à l'atelier ou au bureau formaient un tissu de relations sociales irremplacées. Le pire c'est qu'il s'agit là d'un ghetto individuel.

L'angoisse de perdre son travail vient essentiellement de l'incertitude du lendemain. Ne pas savoir ce qu'on va devenir, quels sont les gens qui seront dans le futur nos compagnons de route, constitue un choc psychologique difficile à admettre pour ceux et celles dont le centre d'intérêt ne tourne pas autour du travail. Les jeunes conservent encore leurs copains et copines de lycée ou de quartier, leur attachement à l'entreprise (considérée non seulement comme le lieu de l'exploitation, mais aussi comme lieu de relations) est faible. Et surtout ils et elles n'ont pas encore mis une croix sur leurs rêves d'enfance, sur leurs illusions de se construire une place au soleil, en dehors d'un avenir programmé par les planificateurs de l'aménagement du territoire et du temps. La perte d'emploi dans ce cas ne constitue qu'une perte financière et le « chômage créatif » peut naître. Mais c'est rare et en général l'isolement devient peu à peu la règle. L'imagination et la créativité ne se développent pas individuellement, et s'attacher à un bonheur individuel impossible rejoint la bêtise de la cellule familiale reposante face à un monde plein d'agressivité et d'épines. La revendication de la sécurité de l'emploi n'est pas l'attachement à la gueule du patron, mais c'est le signe du besoin de connaître sa route afin éventuellement de pouvoir la changer.

Le licenciement est vécu comme une insulte et c'en est une. « Le patron n'a plus besoin de moi, je suis un être de peu de poids ». Le chômeur est déconsidéré : c'est un moins que rien. La conscience de sa propre personnalité disparaît : les autres sont un miroir dans lequel l'être humain peut se sentir. Mais sans les autres n'existe plus aucun repère de considération. Le chômage, c'est le néant. Quelquefois c'est même la conscience de son existence qui disparaît : le chômeur se suicide. Car exister pour soi n'a aucun sens ; c'est purement et simplement une vue de l'esprit.

Alors les chômeurs(euses) peuvent-ils, peuvent-elles sortir de leur état de léthargie ? Force est de constater que cela ne se produit qu'en certains points. Le chômeur ne s'organise, ne lutte que s'il a déjà réussi à rétablir le minimum de relations sociales indispensable. Certains groupes autonomes que l'on dit informels parce qu'ils n'ont pas de dates de réunions et de lieux fixes, sont constitués en bandes affinitaires de chômeurs et de chômeuses. Dans ce cas, des pratiques existent. Les squatts qui touchent les chômeurs(euses) sans ressources sont des lieux de regroupement. Il est de notoriété publique que parmi les autonomes de Longwy, entre autres, qui attaquent les commissariats, il y a quelques chômeurs qui vadrouillaient sans but dans la région et qui retrouvent maintenant dans la fraternité des luttes, des espérances de survie sociale.

Alors évidemment et d'un point de vue stratégique, il sera difficile de faire bouger la masse (comme on dit) des chômeurs (euses), sans toucher cet aspect de la question. C'est une prise de conscience générale dont nous avons besoin. Il y a les chômeurs en transit qui, sitôt perdu un emploi en cherchent fébrilement un autre. Aucune propagande ne les touchera vraiment : il faudra avancer dans le sens de la constitution de nouveaux lieux affectifs et relationnels (ou que la situation du marché de l'emploi se dégrade encore). Nous n'en sommes pas à la constitution de clubs de chômeurs(euses) (comme il existe de soi-disant clubs de vieux) ; mais le principe, l'idée qui sous-tend de telles propositions est à creuser politiquement.

Il y a les chômeurs(euses) qui ont déjà réussi à rétablir des liens sociaux dans des collectifs (pas forcément « politiques » d'ailleurs). Ceux et celles-là sont les plus motivé(e)s pour agir, car une base sociale est reconstituée : la lutte peut naître à partir de ces racines.

En fait, tout collectif de chômeurs (euses) ne saurait être que la coordination de ces groupes. On ne partira pas à l'attaque des ANPE en rassemblant des individus. Les chômeurs(euses) n'ont pas occupé d'ANPE, mais les stagiaires Barre, les prolétaires licenciés si. C'est une leçon qui doit servir.

Deux voies tactiques semblent déboucher : en fait, elles se recoupent. Entre la formulation des luttes et des réalités et les réalités elles-mêmes, il y a toutes les différences des attitudes individuelles, les situations locales, les micro-sociétés. Les schémas doivent être mis à l'épreuve des faits et du concret. Dans ce cas seulement nous avancerons.

Mon Dieu !

Rencontre d'un autre type

Les centres de tri en grève, les flics qui s'attaquent aux piquets de grève pour imposer les vues de l'administration, les patrons qui envisagent d'envoyer des milices pour obliger les postiers à travailler ou pour organiser des tris parallèles, des formes d'actions aveugles qui pénalisent aussi bien les autres prolétaires que les patrons. Le besoin de trouver d'autres formes d'action, plus adaptées, établir des contacts entre les différents centres, avec les utilisateurs/trices de la poste et des télécommunications afin de lutter sur des bases de classe et non pas sur des intérêts corporatistes comme c'est le cas actuellement. Autant de questions qui restent en suspens, comme la nécessaire lutte unitaire dans toute la fonction publique... J'en passe, et des meilleures.

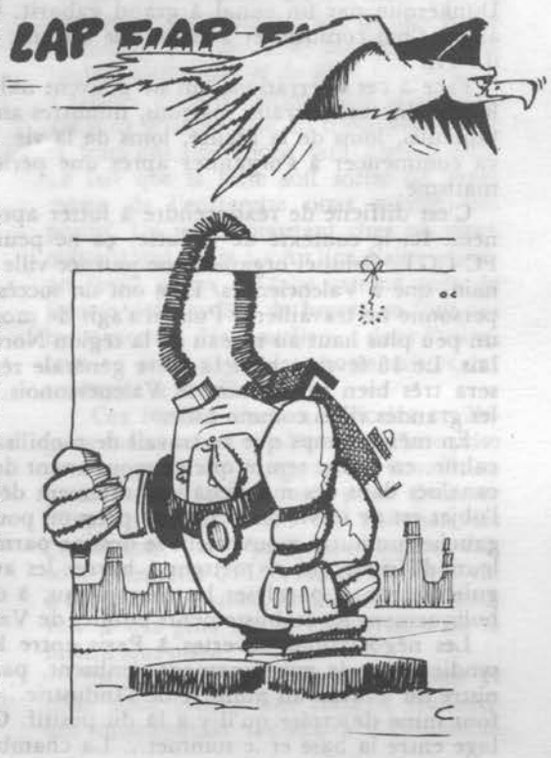
Il nous faut aussi rencontrer d'autres gens qui luttent dans les banques, les assurances, la SNCF, la sidérurgie, dans les quartiers, rencontre aussi avec les chômeurs, les féministes...

Vous allez me répondre qu'il y a déjà les syndicats qui permettent cette coordination des luttes, qui permettent d'éviter l'isolement des centres en faisant circuler l'information. Seulement, moi qui suis dans un central téléphonique, qui n'est pas en grève, j'en apprends plus sur la grève des PTT en lisant les journaux, car l'information syndicale est NULLE. Pourquoi si ce n'est parce que cette grève les gêne, parce qu'elle n'a pas été prévue dans leurs bureaux d'études ? Pourquoi sinon organisent-ils une semaine d'action « bien à eux » alors que nos camarades sont déjà en lutte ? Pourquoi avancent-ils des revendications en notre nom alors qu'ils ne nous avaient JAMAIS DEMANDÉ NOTRE AVIS ? Pourquoi si ce n'est que leur lutte, leur stratégie, nous sont totalement étrangères ?

Et de ça, de leur pouvoir de faire la pluie et le beau temps, de leur manie de parler toujours à notre place, on est déjà beaucoup, de plus en plus, à le rejeter. Nous voulons décider NOUS-MEMES de ce qui est bon ou mauvais pour nous, aussi bien pour les revendications que dans la façon de lutter pour qu'elles soient satisfaites. La grève de 74 a été menée de bout en bout par les syndicats, et ce fut un ÉCHEC, et toutes les grèves-journées-d'action-pétitionnantes qui ont eu lieu depuis, n'ont rien changé.

Seulement, le problème c'est que nous sommes isolés, enfermés dans notre profession, notre entreprise, notre cité, et il devient impératif, si nous voulons empêcher d'être manipulés en permanence par les syndicats, de nous rencontrer. Non pas pour se regarder entre quat'zyeux, mais bien pour agir ensemble, pour que des liens, même informels se créent afin que, lorsque nous menons une lutte, nous sachions qu'on peut compter sur des camarades qui nous aideront, feront connaître notre lutte, sans que l'on soit obligés de passer par le bon vouloir des permanents syndicaux (ce qui renforce leur pouvoir), par-delà les divisions catégorielles, professionnelles ou raciales. On ne peut éternellement se laisser mener par le bout du nez par des bureaucrates plus préoccupés par leur peur de se faire déborder que de défendre nos intérêts, que nous sommes d'ailleurs les seuls à connaître et à faire aboutir. Sans nous, rien n'est possible ! Alors agissons... ensemble, en ne comptant que sur nos luttes. Ni partis, ni syndicats, pour en finir avec l'exploitation salariée, AUTONOMIE et ACTION DIRECTE !

Paris, le 23 mars 1979



DE DENAIN
Une Petite ville tranquille

DENAIN, petite ville du nord de la FRance, tranquille ville industrielle avec son cœur d'acier : Usinor.

Denain, avec sa classe ouvrière intégrée dans le système de consommation, vivait comme partout ailleurs.

Il y a bien la politique : c'est le parti communiste, on le plébiscite à chaque fois qu'il faut monter aux urnes. Il y a bien le syndicat, mais c'est depuis 30 ans qu'on a pas connu d'actions dures et prolongées.

Donc, en somme, tout allait bien : quotidien un peu difficile sur les fins de mois, télé anesthésiante, informations parlées avec leur cortège de guerres, de révolutions, le Chili, le Portugal... luttes ouvrières venues d'ailleurs comme Lip...

Et puis la crise de tout ce système bien clos et bien stable se déclenche dans cette ville avec une information pas comme les autres, terriblement concrète : LA FERMETURE D'USINOR-DENAIN, TRITH, ANZIN.

C'est alors une période de stupeur, d'incrédulité qui s'abat sur tout ce peuple laborieux. Les ouvriers se tournent vers les pouvoirs publics, estimant que l'on doit se tromper quelque part, que ça n'est pas possible d'arrêter comme ça une usine de la taille d'Usinor, qu'il faudrait peut-être réfléchir aux conséquences en chaîne d'une telle décision, aux coûts sociaux comme disent les bureaucrates. Usinor qui s'arrête brutalement, c'est toute une industrie en amont et en aval qui est bouchée : 20 000 emplois industriels supprimés suivant une étude de la direction départementale de l'Equipement ; c'est toute une ville qui perd sa raison d'être, des commerçants qui baissent leur rideau, des écoles qui disparaissent ; les conséquences pour les futurs chômeurs et leur famille sont incalculables. Ce ne sont pas les promesses d'un Barre bien repu de créer des emplois en 1983 en implantant une hypothétique firme automobile américaine, qui changeront quoi que ce soit.

Imaginons Denain fin 79 : ce sera une ville de retraités, pré-retraités, assistés sociaux, chômeurs indemnisés comme on le sait ; et puis ces travailleurs qui devront aller chercher ailleurs du travail, mais où ? Monsieur Barre nous a dit qu'il fallait accélérer la mobilité du travail... alors Cafougnette, prend ta valise!

Le patronat se fout de notre gueule avec l'aide de l'Etat. Il y a quelques années, le patron d'Usinor déclarait que son usine de Denain était parfaitement rentable et qu'elle le serait d'autant plus qu'on relierait celle-ci à Usinor-Dunkerque par un canal à grand gabarit. Ce canal est aujourd'hui construit et a coûté une fortune. A quoi va-t-il servir ?

Face à ces aberrations qui ne peuvent naître que dans la tête des technocrates, patrons, ministres assis dans leurs fauteuils, loins de la réalité, loins de la vie, la résistance va commencer à s'organiser après une période de traumatisme.

C'est difficile de réapprendre à lutter après tant d'années. Ici le contexte de la lutte, ça ne peut être que le PC-CGT. Celui-ci organise une journée ville morte à Denain, une à Valenciennes. Elles ont un succès retentissant, personne ne travaillera. Puis, il s'agit de monter la barre un peu plus haut au niveau de la région Nord-Pas de Calais. Le 16 février, c'est la grève générale régionale. Elle sera très bien suivie dans le Valenciennois, moins dans les grandes villes comme Lille.

En même temps que ce travail de mobilisation dans le calme, en même temps que ce mouvement de travailleurs canalisés dans des manifestations rarement débordées dont l'objet est de servir de moyen de pression pour les élus de gauche, un autre mouvement se dessine parmi les travailleurs d'Usinor qui se mettent à barrer les autoroutes régulièrement, à paralyser les cours d'eau, à occuper symboliquement les établissements publics de Valenciennes...

Les négociations ouvertes à Paris entre les directions syndicales et le gouvernement s'enlisent, passent du ministre du Travail au ministre de l'Industrie... les syndicats font mine de croire qu'il y a là du positif. C'est le décalage entre la base et le sommet... La chambre patronale de la métallurgie à Valenciennes est attaquée et complètement mise à sac, la colère monte.

Un esprit de guerilla se développe jusqu'au jour où les CRS décident d'intervenir brutalement. C'est le 5 mars au soir, alors qu'un bus de sidérurgistes revient de la frontière belge ; il est arrêté à St-Amand par une compagnie de CRS commandée par le commissaire de Denain pour vérification d'identité. Les vitres sont cassées à coup de crosses, des grenades lacrymogènes jetées à l'intérieur. C'est un vieux qui sort du bus le premier, selon les dires d'un sidérurgiste. Il reçoit un coup de crosse dans la clavicule, elles est cassée. Son camarade derrière assaie de le protéger, il reçoit un coup de crosse dans le visage. La guerre est déclarée.

Les 6 et 7 mars, Denain va vivre des journées d'émeute. Les sidérurgistes décident d'attaquer le commissariat : ils veulent demander des comptes au commissaire. La lutte sera dure. Les CRS, qui ont investi la ville, attaquent avec des grenades lacrymogènes, au chlore et offensives. La population vient soutenir les ouvriers qui font l'expérience de la répression des hommes en noir. L'Etat découvre son vrai visage : quand il n'y plus consensus, il y a répression.

L'intersyndicale tente de canaliser le mouvement. Un sidérurgiste nous raconte que l'intersyndicale a tout le pouvoir, c'est elle qui décide de tout. Après une réunion des délégués, il est décidé de soustraire les ouvriers de la lutte qui se mène au commissariat ; pour cela il est donné le mot d'ordre d'occuper l'usine!!... même FO est d'accord. Un ouvrier : *« On nous reprépare 36, ils nous font rentrer dans les usines, après on est encerclé par les CRS... on ne peut rien faire comme ça... »*

A Usinor, pas d'assemblée générale, les ouvriers doivent suivre ou rentrer chez eux. C'est ce qu'ils feront après le 7 mars, laissant la place aux jeunes denaisiens. Des hommes fatigués, après 48 heures sans sommeil, 48 heures de lutte, sont déçus... mais comment obliger l'intersyndicale toute puissante à discuter ? Comment exprimer sa position quand on a en face de soi LE DÉLÉGUÉ avec son savoir ? Questions de démocratie syndicale et ouvrière capitales pour la suite du mouvement.

La suite du mouvement ? Doit-on rire, doit-on pleurer ? Le 10 mars, le PC-CGT avec la CFDT-PS organisent une manifestation à Denain. Les élus bedonnants avec leurs écharpes tricolores, dignes comme d'habitude, passent dans la rue. Dans la manif aucun slogan ne rappelle ce qui s'est passé quelques jours plus tôt. Au fait, s'est-il passé quelque chose ? Tout est effacé. Le PC-CGT-PS-CFDT tient l'éponge. La manif évite soigneusement le commissariat pour aller se perdre dans la nature où le PC parle à la tribune. Les gens s'en vont. La CGT parle, il n'y a plus personne, tout est calme, rien ne bouge.

De toute façon, les sidérurgistes n'étaient pas là, sauf une délégation de Longwy très combative (slogans...).

Pendant ce temps les négociations continuent. Le PDG d'Usinor déclare qu'Usinor fermera au cours de cette année, qu'il n'est pas question de revenir là-dessus. Barre déclare que ça suffit, que jusqu'ici il a été bien gentil, mais que maintenant ceux qui s'aviseraient à de quelconques gamineries...

La CGT prépare fébrilement sa marche sur Paris pour le 23 mars.

Nous sommes sans illusion.

L'heure n'est plus aux grandes manifs de démonstration face au pouvoir : seule l'ACTION DIRECTE pourrait le faire céder. Mais l'action directe, c'est la démocratie totale, c'est le pouvoir à la base, et ça les syndicats réformistes n'en veulent pas. L'heure est à la désobéissance civile, mais encore faut-il qu'il y ait une organisation suffisamment implantée pour le soutenir : la CNT à Denain, ça n'existe pas!

L'espoir réside dans la base qui, de toute façon, ne suit pas sa direction syndicale. Si elle ne rentre pas chez elle et ne se réfugie pas dans le désespoir, tout est possible ».

André (sympathisant du groupe libertaire de Valenciennes)

A LONGWY
2 touristes à Longwy

Deux camarades de Brest sont allés à Longwy. Ils en ontramené le témoignage qui suit. Ce texte a été envoyé à Long-wy pour y être discuté et commenté. Malheureusement, les commentaires ne sont pas encore parvenus au journal qui les publiera dés leur arrivée Signalons que les camarades de Brest ne les liront que dans F.L. et pas avant.

Certains diront « volontaristes », d'autres « activistes », d'autres encore « gauchistes », notre démarche est peut-être tout cela et on s'en fout. Nous on y est allé pour vivre un truc à Longwy, comme l'avaient fait des gens descendus à Brest pendant la marée noire. Nous avions trouvé cette démarche intéressante de la part d'isolés (c'est d'ailleurs en ces termes que nous nous sommes présentés à notre arrivée au local CFDT de Longwy). Nous nous voulons communistes libertaires, le compte rendu que nous proposons est fait à partir d'une vision extérieure et partielle. Nous ne nous posons pas en donneurs de leçons, nous voulons juste contribuer à une compréhension plus globale de ce qui se passe ou s'est passé à Longwy. Notre vision, pour limitée qu'elle soit, a à notre avis une place dans le débat.

A notre arrivée, la ville était calme après la flambée violente du samedi 24 février et du dimanche. Les garde-mobiles venaient de quitter la ville le lundi soir. Arrivés le mardi, nous avons trouvé une ville au travail, vide. Au local CFDT, nous avons parlé avec des gens qui ont demandé qui on était, pourquoi on était venus et par la suite nous ont conviés à participer à une action « coup de poing » le soir-même, « si vraiment on voulait faire quelque chose ». Le soir, rencart au local, un tas de gars, de filles, de femmes, sidérurgistes ou non étaient là, leur foulard à la main. On part à 22 heures pour une opération de diversion, blocage du pont routier pendant qu'un commando verse un train de coke sur les rails. L'opération est organisée par quatre ou cinq têtes ; l'objectif est révélé au dernier moment ; manque de pot, ça rate ce soir-là.

Mercredi après-midi ainsi que jeudi, on passe au local pour savoir si une opération est prévue pour le soir. Jeudi soir, une action est proposée. Après l'annonce, à partir de 19 heures, les voitures prennent une dizaine de routes différentes vers Novlant, nœud ferroviaire avec centrale électrique où passent 130 trains par jour. Là-bas, occupation. Des groupes de trente personnes partent occuper d'autres gares sur cette ligne stratégique. La consigne est de verser les wagons de coke sur les rails et de débrancher les freins. Nous opérons en toute impunité, les flics (que nous écoutons sur ondes courtes) nous suivent mais n'interviennent pas. Anecdote marquante : à 200 mètres de la gare une bagnole de RG est stationnée. Aussitôt, les sidérurgistes ne pouvant plus supporter leur présence provocatrice, décident de se la faire. Un commando masqué part, attaque la tire qui déboule la côte, et en-bas, nous l'attendons et la canardons de pierres et de bâtons sous l'œil débonnaire de la gendarmerie qui, elle, ne bronche pas.

Si nous relatons ces faits précisément, c'est que nous voulons montrer à partir de quoi nous parlons de ce qui suit.

Les gens contrôlent bien le déroulement des actions, et contrairement bien sûr à ce que disent les média, ce ne sont pas des éléments incontrôlés, mais toute la population qui participe aux actions coups de poings qui sont aussi des lieux de rencontre, d'échanges et de jeux. Ce qui nous a surpris, c'est la disponibilité importante des gens pour la lutte. Ils travaillent le jour et font des opérations tard dans la nuit. Le fait que la lutte soit sortie du cadre même de l'entreprise nous semble très positif. Un regret pourtant chez un vieux militant qui disait : « Au lieu d'aller bosser on ferait mieux de faire comme ceux de Denain qui, au lieu de bosser, se font des lance-pierres, des boucliers... dans l'usine, tout en étant payés, les contremaîtres ont tellement la trouille ».

Ces formes d'action radicales et illégales sont à notre avis l'amorce d'une prise en charge de la lutte par les travailleurs pour forcer le pouvoir, pour percuter l'État-patron qui veut les licencier, les condamner. Cette prise en charge se fait sous l'étiquette CFDT, mais il n'y a pas eu, à notre connaissance, de délégation de pouvoir à des gens qui se chargeraient de la lutte à leur place.

Si tout ceci est assez réjouissant et colle assez bien à une certaine tendance des mouvements sociaux à l'Autonomie

ouvrière, il y a néanmoins de gros problèmes. Celui qui nous a le plus marqués est le caractère limité des revendications au seul terrain de l'emploi et de l'outil de travail sidérurgique. Lorsque nous avons posé la question : pourquoi produire et quoi ? on nous a pris pour des écologistes.

Le problème de l'environnement, du pourquoi et quoi produire est en ce moment loin des préoccupations premières des sidérurgistes. C'est pourtant au moment d'une restructuration industrielle que ces problèmes pourraient être le plus clairement posés. Les gens luttent sans avoir vraiment un projet politique concret dans la tête. Ils réagissent à une attaque du patronat. Ils sont dans l'impasse, la réaction première est de demander le maintien de la situation actuelle, pourtant bien révoltante, du travail salarié dans la sidérurgie. Peut-être que dans la lutte ?

Dans tout ce que nous avons vécu à Longwy, le contrôle et la prise de décisions ont parfois été bafoués par certains.

L'exemple du blocage de l'autoroute est marquant : décidé plus ou moins collectivement, ce blocage a duré tant que les trois premières voitures l'ont voulu ; il a fallu qu'un type vienne de l'arrière pour dire que nous ne bloquions plus personne, les flics ayant dévié le trafic. Ce ne serait pas dangereux pour le contrôle des gens sur l'action si ce n'étaient toujours les mêmes personnes qui prennent les initiatives ou sont en premières places (qui sont souvent aussi les plus disponibles. Ce n'est pas une excuse !). Un moyen de pallier à ce genre de problèmes pourrait être des discussions en AG après les actions (il est vrai que le temps manque, les gens étant au travail). Elles pourraient être des lieux de rencontres, d'échanges, de discussions comme celle que nous avons entamée sur le sexisme ou les problèmes du leaderisme (cela se fait déjà tout doucement au local où une femme qui se tapait tout le ménage a gueulé pour que les gars lavent leurs verres et rangent... disant que « ça aussi c'est l'autogestion »). Ces AG pourraient aussi remettre en cause les rapports organisateurs/participants qui existent néanmoins.

Nous voudrions ouvrir un paragraphe particulier sur les syndicats.

Analyser le rôle et la place de la CFDT et la place de la CGT n'est pas chose aisée. Pour la CGT c'est plus simple. C'est toute la bureaucratie qui rentre en branle sans vraiment coller à la réalité de la base. L'exemple du sac de l'UML est marquant : les délégués CGT ont envoyé leurs militants piller l'UML (d'autres ont suivi, bien sûr) pour détourner la rage des gens, du commissariat. Objectif et opération sujets à des débordements multiples. Autre exemple : lors de l'occupation de la gare de Longwy le mercredi... A peine rentrés, un copain de la CGT s'est jeté sur nous pour nous refiler un badge CGT. Les actions servent de racollage.

Pour la CFDT le problème est bien plus complexe. On connaît l'image de marque de ce syndicat radicalisé, laissant les cellules autonomes... Ici il semble que beaucoup de gens radicalisés se soient trouvés à l'Union locale et que, par leurs actions inédites et dynamiques, ils aient rallié les vieux militants et toute une population. On sent tout de même parfois certaines tensions entre vieux militants légalistes et gens nouvellement venus plus près à des actions radicales et illégales.

Pour le moment les travailleurs se servent de l'outil syndical (locaux, délégués, matériel) pour mener à bien la lutte. La place du local est importante. C'est un lieu de rendez-vous, de vie dans la lutte. Pour les actions coups de poings, les délégués servent de réseau pour appeler les gens, parfois non syndiqués. Dernier point, on sent quand même un fameux décalage entre le discours des pontes cédétistes tels que Chérèque et la réalité de la lutte à la base.

« le bénéfique » est né

A la suite de diverses entrevues et réunions entre cheminots, se retrouvant sur certaines pratiques et certaines conceptions de la vie, du travail, des loisirs, de la lutte.., un bulletin est né, en ce début d'année 1979. Ce bulletin se nomme : *Le Bénéfique*. *Le Bénéfique* est un bulletin cheminot, donc, d'informations et d'échanges, pour l'Autonomie et l'Autogestion ouvrières. Il est appelé à paraître chaque mois et il recouvre un ensemble de plusieurs villes (dont, pour l'instant, Amiens, Boulogne-sur-mMer, Metz, Mulhouse, Paris, Villeneuve-St-Georges, Rennes, Dunkerque...).

Le Bénéfique se veut avant tout un lieu d'informations, d'échanges et d'analyses sur tout ce qui se passe au sein de la SNCF, là où nous travaillons. C'est un lieu ouvert à tous ceux et toutes celles qui se retrouvent ou se retrouveraient dans notre démarche. Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas pour nous de créer une nouvelle formation syndicale ou politique : la démarche du *Bénéfique* se veut autonome (au sens révolutionnaire de l'expression).

Nous ne sommes pas tous des militants ou militantes (au sens classique de l'expression), de même que nous n'avons pas tous précisément mûri un projet politique global... mais nous avons un désir commun : mener une lutte quotidienne et radicale contre le système capitaliste, que nous ne pouvons pas ou plus encaisser ; et ce, au profit d'une société de liberté et de bien-être, une société autogérée (sans patrons, sans argent, sans flics ni armée...). Bref, une société que certains nommeront libertaire (au sens large de l'expression).

Ce bulletin, notre action, n'ont d'avenir que par nous-mêmes. Notre démarche ne repose que sur nous, et en ce sens se trouve être, de fait, une opposition active à la délégation de pouvoir. Le changement radical, qualitatif et quantitatif de la société, sera une œuvre collective et « basiste » (ce bulletin en est un outil, un aspect...) ; c'est également un des caractères de l'autonomie ouvrière, dans laquelle nous nous inscrivons.

Nul ne peut connaître mieux que nous la dimension de nos aspirations, de nos désirs, de nos besoins... et en ce sens nous ne pouvons laisser d'autres penser, parler ou agir à notre place.

Pour recevoir un ou des exemplaires de ce bulletin, ou obtenir des renseignements ou informations supplémentaires, vous pouvez écrire à cette adresse :
BARBEILLON, BP 52 - 59240 Dunkerque.

Nouvelle tactique des syndicats

UNE SEMAINE D'ACTION FLOUE

A l'appel de la CGT et de la CFDT locales, la semaine du 5 au 9 mars devait être une semaine d'action orientée sur les revendications suivantes :
– réduction du temps de travail ;
– la retraite de 60 à 55 ans pour les travaux pénibles ;
– la cinquième équipe ;
– la cinquième semaine de congés payés,
– etc.

Le point fort de cette semaine devait être une journée de grève (le 8 mars) avec une manifestation dans l'après-midi. En fait cette semaine se déroulera dans un certain flou. L'information dans les boîtes se fera de façon très hétérogène et dans l'ensemble de façon réduite. Ainsi, dans beaucoup d'entreprises, le tract d'appel à la grève et à la manif se sera distribué que la veille au soir et le jour-même. La manifestation était fixée à 14 heures, le jeudi, et le rassemblement avait lieu en plein centre ville. Les participants ne se rassemblaient que très lentement et, comme on pouvait s'y attendre (étant donné l'ampleur de l'appel) la mobilisation était réduite : 1.500 personnes étaient présentes ce qui était fort peu lorsque l'on sait que la SAVIEM emploie 5.000 personnes, la SMN 2.500 personnes, sans parler de Moulinex, RTC, Citroën, etc. De plus, il est assez surprenant et troublant d'apprendre que pendant la manif se tenait un meeting à la SMN.

Peu de participants, mais l'organisation matérielle est conséquente : plusieurs voitures sono diffusent entre autres des chants révolutionnaires, l'Internationale, etc.

Plus une bonne dizaine de tracts syndicaux, politiques souvent par rapport aux élections cantonales, etc.

L'extrême-gauche, elle, n'a pas hésité lors de cette manifestation à organiser une de ces grandes parades dont elle a le secret. Ainsi, sous prétexte d'affirmer qu'unis et tous ensemble on peut arracher nos revendications, on peut en finir avec le gouvernement, la LCR et l'OCT organisèrent leur propre cortège dans la manifestation. De la même façon, les groupes femmes participèrent à la mascarade en chantant dévotement leur révolte, se limitant à apparaître sur le champ habituel de la lutte des femmes (avortement, viol contraception).

Journée porte ouverte

Vers 15 heures, le défilé se mit en route et tout de suite la Chambre de commerce se trouva envahie. Sans qu'il y ait eu aucun appel particulier, on vit des militants syndicaux pénétrer, n'ayant qu'à franchir les portes grandes ouvertes. Ils furent immédiatement suivis par quelques travailleurs, des lycéens et des étudiants. Nous nous sommes retrouvés à deux mille personnes dans ces locaux déserts (plus de personnel), un peu désorientés par la facilité avec laquelle nous avions pu pénétrer, et certains sont d'ailleurs ressortis sans avoir rien touché. Pendant que nous nous demandions ce que nous faisions là-dedans, les militants syndicaux déposaient un cercueil et couvraient les murs et les portes d'auto-collants de leurs syndicats respectifs. Après quelques minutes d'hésitation, les schémas (issus de l'actualité de Longwy, Denain, etc.) revenaient rapidement à l'esprit et les dossiers commencèrent à voler par les fenêtres. Comme par hasard, l'ensemble des dossiers trouvés ne semblaient présenter absolument aucun intérêt (dossiers du genre conte rendu du trafic du port de Caen, etc.).

Dix minutes plus tard, tout le monde était à nouveau dans la rue ; certains essayaient de mettre le feu aux dossiers qui jonchaient le trottoir. Et tout naturellement, la manif continue son chemin comme si rien ne s'était passé. Et à partir de ce moment-là, on contournera le plus souvent possible les édifices « provocants » : hôtel des impôts, commissariat de police, préfecture (bien gardés par les flics), on passera quand même devant l'office des HLM, mais il n'y aura aucune réaction. Et c'est après un parcours d'une rare longueur que la manif fut dissoute, entre le palais de justice soigneusement fermé, la mairie gardée discrètement mais efficacement par la police.

Avant la dissolution, on eut droit aux émouvantes déclarations syndicales sur le problème du chômage, qui se terminèrent par l'incendie d'un cercueil et d'une effigie de Giscard. On entendait alors de part et d'autre : « C'est pas des marionnettes qu'il faut brûler, ce sont les vrais ! ».

Jusqu'où iront-ils ?

A première vue – et les média se sont chargés de bien le mettre en évidence – cette manifestation s'est déroulée un peu différemment de ce à quoi on a droit d'habitude. Et pourtant, qu'avait-elle de différent ?

Le titre de F.L. numéro 100 faisait suite aux deux manifs de novembre : « A Caen la prochaine ? », et bien on attend toujours ! Autant les organisations syndicales s'étaient faites déborder lors de ces deux manifs de novembre (même si la CFDT avait ou plus ou moins se ressaisir sur le terrain) autant cette fois-ci les syndicats ont su effectivement garder le contrôle sur l'ensemble de la manif. En effet, forts de leur expérience de novembre à Caen et au regard de ce qui s'est passé dans l'Est, en Bretagne, etc., les organisations syndicales ont réalisé que sur le terrain, les travailleurs, globalement, et même leurs militants étaient prêts à les déborder s'ils sentaient trop un frein à leur action. La situation de plus en plus complexe et tendue rend les travailleurs plus exigeants et bien souvent le réformisme et le légalisme des syndicats ne leur conviennent plus (quand ils ne les dégoûtent pas).

Face à cette nouvelle situation, les centrales syndicales ont revu un des points de leur nouvelle stratégie quant à l'action. Cela consiste, afin d'éviter la rupture (sur le terrain) avec les travailleurs, à organiser des actions que nous pourrions qualifier sinon de dures, au moins de spectaculaires.

Ainsi dans l'Est et en Bretagne, on a vu entre autres les syndicats mettre en place l'occupation des voies de chemins de fer, bloquant ainsi le trafic. Il faut quand même préciser que dans l'Est où la situation est vraiment dans l'impasse totale (chômage irrémédiable), il a été fréquent que sur ce type d'action, les organisations syndicales se fassent déborder.

Par contre, dans les régions où la situation de crise est moins flagrante, ce genre de démonstration a souvent été une réussite. Et c'est exactement ce qui s'est passé à Caen au début du mois de mars. De fait, il paraît assez évident que l'intrusion dans la Chambre de commerce avait été préparée. Il s'agissait d'un objectif choisi. Elle n'est le symbole de rien de précis et ne représentait rien de concret pour les manifestants (ce qui n'aurait pas été le cas de l'hôtel des impôts !). D'autre part, cela se passait au début de manif et sans qu'il n'y ait aucune résistance (même pas une porte fermée). Par contre, on peut imaginer ce que cet objectif, même bidon aurait déclenché en fin de manif vu l'insatisfaction généralement ressentie. ❙❙

Suite de la page 11

Jusqu'où irons-nous ?

En conclusion, on peut dire qu'on doit s'attendre à de nouvelles manifs de ce style, mais elles se dérouleront sûrement de moins en moins sans débordement des syndicats par leur base (syndiqués et non syndiqués). En effet, essayer de répondre à la violence qui s'élève chez les travailleurs en cette situation de crise et de tension tout simplement en leur proposant des lieux de défoulement sans pour autant envisager une réorientation de la lutte dépassant les limites du capitalisme, n'est que tromperie, escroquerie. A nouveau éclatent les limites des syndicats et les travailleurs les ressentent de plus en plus même si ces derniers rencontrent énormément de difficulté à prendre en charge leur lutte.

F.L.- CAEN

SONACOTRA

LA LUTTE DES RÉSIDENTS DES FOYERS SONACOTRA CONCERNE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

Il y a deux millions et demi de travailleurs immigrés en France. Ils constituent une grande partie de la masse des travailleurs (92 % des salariés étrangers sont des ouvriers, dont 67 % sont des OS). Leurs conditions de vie sont celles de tous les prolétaires avec leurs caractéristiques permanentes : insécurité de l'emploi, exploitation, répression dans le travail comme dans tous les aspects de la vie jusque dans le temps de repos et de sommeil.

La SONACOTRA, société d'économie mixte, est spécialisée précisément dans l'exploitation du repos et du sommeil des travailleurs immigrés (et français, car une proportion importante de travailleurs français y habite). Les actionnaires sont l'État français (55% des actions), l'État algérien (7,39 %) et différentes associations patronales (Renault, la Fédération du Bâtiment, le CNPF, le Crédit Foncier, etc.).

Les loyers pratiqués dans les foyers Sonacotra, comme dans les foyers AFTAM, ADEF et AFRP,, constituent une véritable mine d'or. Le « confort » a été calculé au plus juste pour assurer à la société le maximum de profit et aux travailleurs le minimum de repos nécessaire à la reproduction de leur force de travail. Progressivement, les chambres de 9 et 12 mètres carrés ont été divisées en cellules de 4,5 et 6 mètres carrés par une cloison d'aggloméré si mince que le bruit gêne considérablement le sommeil. Les installations de cuisine, douche, etc. sont très insuffisantes et sont dans un état de délabrement avancé. Le prix d'une cellule individuelle varie entre 250 et 350 F. En plus de cela, la Sonacotra déguise habilement ce vol par la multiplication des « charges » purement arbitraires : charges d'innocupation, d'animation, de frais d'accueil et de surveillance.

Tout cela est d'autant plus lucratif que le financement des foyers vient en grande partie des FAS, cest-à-dire des immigrés eux-mêmes. Le Fonds d'Action Sociale étant alimenté à plus de 75 % par les cotisations sociales et familiales qui ne sont pas reversées aux travailleurs immigrés en salaires différés sous prétexte que leurs familles sont restées au pays. Il s'agit en réalité d'un très bel exemple de double vol de l'argent des travailleurs.

A l'intérieur des foyers, le contrôle policier et la répression assurés par les gérants qui sont souvent d'anciens militaires et gendarmes choisis pour leur « expérience des colonies ». La qualité de locataire n'est pas reconnue aux résidents, donc pas de justification du loyer (redevance) et des charges, droit d'expulsion du foyer à la discrétion du gérant. Celui-ci a tous les pouvoirs, en particulier celui d'intervenir dans une chambre à tout moment. Les résidents vivent sous la menace permanente d'expulsion sans préavis en cas « d'infraction grave » et notamment pour « activité politique ».

Mais en concentrant les travailleurs dans les usines comme dans les logements, la bourgeoisie crée malgré elle des poudrières. Les résidents des foyers Sonacotra ont entamé contre cette abomination quotidienne une lutte dure et longue (depuis 74), qui a entraîné 40.000 ouvriers de plus de 130 foyers, appartenant à vingt et une nationalités qui se sont éveillés au sens de la solidarité entre ouvriers. Ils se sont dotés d'un Comité de résidents dans chaque foyer avec des délégués élus, et pour centraliser la lutte et lui donner une direction, ils ont mis en place un comité de coordination composé des délégués des foyers en grève.

Comité de Soutien aux résidents des foyers SONACOTRA, ADEF en grève des loyers de Toulouse.

Depuis 74, la Coordination et les comités de résidents ont été l'objet de la répression de la bourgeoisie et de l'État : expulsions, jugements, saisies-arrêts sur salaires contre tous les résidents et campagne de dénigrement et de mensonge auxquelles se sont jointes les directions syndicales CFDT, CGT, FO et les partis de gauche, PC-PS. La Coordination s'est renforcée par la lutte acharnée qu'elle a menée contre les syndicats et partis de gauche qui ont, dès le début, tenté de la contrôler, de la diviser et enfin de la saboter. En effet, dès décembre 75, le PC et la CGT font signer au foyer Allende de St-Denis un protocole arrêtant la grève des loyers pour des concessions ridicules (un seau et un ballet-brosse pour chaque étage). Depuis, ils n'ont cessé de brandir ce protocole comme exemple à suivre et d'imposer des négociations foyer par foyer. Pendant six mois, alors même que s'abattaient sur les résidents en grève, les poursuites judiciaires, les saisies-arrêts sur salaires, et que 78 arrestations étaient opérées dans les foyers sous prétexte d'usage de faux papiers, le PCF, la CGT, la CFDT et FO n'ont pas cessé de négocier avec la Sonacotra, dans le dos de la Coordination des foyers en grève et même contre elle. La CGT a toujours misé sur l'usure des négociations foyer par foyer. Le PC et le PS, non seulement cautionnent les mesures Stoléru contre les immigrés, mais demandent leur stricte application dans les plus brefs délais. Quant à la CFDT, son rôle actif aux côtés des autres syndicats et partis dans la Commission Delmont, montre son véritable rôle qu'elle a si bien caché par une politique sournoise mais dangereuse à l'égard des travailleurs immigrés.

Par leur détermination, les résidents en lutte ont réussi à déjouer toutes ces manœuvres et trahisons des directions syndicales et faire face à la répression de l'État. En effet, dix des dix-huit délégués expulsés ont été ramenés en France. Par ailleurs, une grande partie des procès intentés par la Sonacotra contre les grévistes, ont été gagnés.

L'ensemble des 40.000 ouvriers résidents des foyers Sonacotra, Aftam, Adef, Afrp et la Coordination, l'unique direction de leur lutte, réclament l'abaissement des loyers de 100 francs et leur blocage, l'annulation des règlements intérieurs des foyers, le renvoi des gérants racistes. Ils réclament également la reconnaissance des comités de résidents de tous les foyers et de la Coordination.

La lutte des résidents est une lutte qui intéresse tous les travailleurs. Elle est une lutte dans un secteur particulier contre une exploitation que la classe ouvrière DANS SON ENSEMBLE subit tous les jours, au niveau des logements comme à celui du travail et de tous les aspects de la vie.

Les résidents des foyers en lutte ne s'adressent pas aux sentiments humanitaires des travailleurs français, mais réclament d'eux une riposte de classe aux attaques et menaces de la bourgeoisie contre leurs frères de classe et le soutien actif et résolu à la partie des travailleurs la plus exploitée : les immigrés. Les intérêts d'une partie de la classe ouvrière sont les intérêts de toute la classe.

– TRAVAILLEURS IMMIGRÉS ET FRANÇAIS UNE MEME CLASSE OUVRIERE !

– VIVE LA LUTTE DES RÉSIDENTS SONACOTRA, AFTAM, ETC. !

– VIVE LE COMITÉ DE COORDINATION DES FOYERS EN LUTTE !

Non garantis et luttes sociales

(paru dans *Comunismo Libertario* N° 2, Novembre 1978)

Une analyse des non garantis aujourd'hui ne peut commencer que par une critique de l'impasse dans laquelle se débat depuis longtemps maintenant cette couche sociale qui a produit 77, de l'incapacité des camarades à lier des expériences de luttes significatives et radicales à la généralité des besoins de classe, à ses contradictions générales ; processus qui s'est aggravé constamment cette année.

Beaucoup des thèmes sur lesquels les non garantis se sont mobilisés (refus de l'organisation capitaliste du travail, revenu garanti, rôle du PCI et du syndicat) vivent aujourd'hui dans les contradictions matérielles, dans les besoins de vastes couches prolétaires qui font irruption sur la scène de l'initiative de classe.

La contradiction « paradoxale » de cette phase est justement qu'au plus fort du processus de destructuration, clivage, recul politique du mouvement qui a payé l'isolement social auquel il s'est trouvé réduit en 77, les conditions de cet isolement disparaissent, et émergent des segments de lutte de couches prolétaires employées et au potentiel d'une bien plus grande portée qui, pou pour de nombreux aspects, est encore toute à découvrir.

Le point crucial réside dans le fait qu'au cours de cette année de tentatives, bien que généreuses, de relancer le mouvement en l'auto-alimentant mais en acceptant de fait son isolement social, semblent s'être épuisées cette richesse et cette subjectivité qui aujourd'hui pourraient trouver une bien plus haute valorisation et incidence de par la nouvelle disponibilité à la lutte.

Cette valorisation de l'énorme potentiel aux mains d'une couche sociale comme les non garantis, ne peut partir que de la liquidation des idéologies de l'échec produites cette année comme imprégnation/reproduction de l'impasse dans laquelle était enfermé le mouvement.

Les théorisations de la dérive, de la marginalité poursuivies à tout prix sont des théorisations acritiques de la situation ; qui l'acceptaient comme inéluctable de manière passive et à la fin décadente, peuvent être aujourd'hui confrontés non pas avec une affirmation de volonté qui dans la phase précédente était le maximum que l'on pouvait donner, mais avec une réalité nouvelle devant laquelle ces idéologies ne sont plus seulement passives, mais tout bonnement arriérées et dépassées. Aucune des difficultés qu'affrontent aujourd'hui les non garantis, ni de reprise des luttes, ni de transformation des sujets, ne peuvent être résolues positivement à l'aide de ces résidus « théoriques » qui s'étaient réduits à pleurer sur l'incapacité à la socialisation et à une pratique à laquelle nous nous sommes trouvés réduits. Toute reprise d'une pratique de transformation de la part des non garantis ne peut passer qu'à travers une défaite de tout type de comportement passif ou victimiste.

Ce que nous voyons se dessiner dans cette situation, c'est la possibilité d'un nouveau processus de transformation dans laquelle la critique du quotidien, la transformation des sujets procède parallèlement à une réouverture des luttes sociales, à l'amorce de nouvelles formes d'organisation horizontale et de socialisation entre les sujets prolétaires.

La nouvelle planification du cycle capitaliste au niveau européen s'effectue au-delà de l'homogénéisation des structures économiques, par la création du Système monétaire européen, qui dicte des marges de manœuvre précises à la politique économique de chaque pays isolé. En Italie cela se concrétise par une attaque au revenu social et une intensification de la journée de travail. Compression du salaire réel pour ceux qui ont un emploi, augmentation de la productivité, attaque en règle aux conditions de reproduction de la force de travail, réduction draconienne des dépenses publiques, restriction des services, augmentation des tarifs (médicaments, transports, gaz, électricité, eau, téléphone, crèches, retraites, pré-salaires, restau-U, etc.), arrêt de l'embauche dans la fonction publique, « equo canone », « légalisation » du travail précaire...

D'autre part, comment serait-il possible de transformer les rapports sociaux, la vie quotidienne sans une pratique qui sache se référer concrètement à la structure des besoins, et qui sache fonder des niveaux plus étendus de la socialisation ? A aucun niveau, ni de production ni de rapports, ne peut être satisfaisante l'autogestion de la misère par le plan des pré-formations au travail.

La riposte prolétaire se développe, pour le moment, sur des initiatives de luttes sectorielles, mais il est évident qu'elle tend à intéresser un front prolétaire beaucoup plus large.

Sur tout cela, quelles ont été les capacités d'initiatives des non garantis ? Il faut dire qu'une part encore trop importante est restée à regarder, presque comme si les luttes avaient été une affaire « privée » de quelques secteurs de classe, sans comprendre la portée réelle. Cela pour cause d'idéologie (le retournement de « gauche » de la théorie des deux sociétés), mais parce que le mouvement des non garantis n'a laissé généralement aucune trace d'organisation ni dans l'université ni dans la fabrique diffuse.

Si nous considérons les situations (Bologne, Rome) où le mouvement a eu une physionomie plus précise, ou aussi celles où il a vécu par ricochet (Milan) les structures d'intervention sur un terrain d'autonomie prolétaire qui sont encore sur pied aujourd'hui et qui garantissent une continuité, sont surtout celles préexistantes aux événements de 77.

D'autre part, quant à la rupture avec l'idéologie et la pratique de l'auto-isolement, au-delà des signes d'une réflexion critique qui aujourd'hui investit de nombreux camarades, on peut enregistrer dans quelques secteurs, à l'intérieur de quelques initiatives, la naissance d'une tendance qui voit les non garantis à la recherche d'un enracinement d'organisation et de lutte plus précis et d'un rapport direct (sans interposition des groupes ou du syndicat) avec d'autres couches prolétaires en lutte comme dans quelques facultés avec les précaires de l'université, ou dans les luttes pour le logement.

Ceci ne peut être qu'un exemple du mode d'orientation des initiatives, les faisant tendre à un élargissement et à une liaison des expériences de lutte. Ceci ne signifie absolument pas reproposer une position subalterne des couches « marginales » aux couches employées, le problème n'est pas là, mais de valoriser d'un côté la spécificité des non garantis en ancrant des situations et des organismes de lutte capables de ne vivre qu'à la journée, et d'un autre côté établir des initiatives de lutte communes, ou liées directement, aux non garantis et aux autres couches prolétaires.

Sans donner pour perdu le mouvement, mais en même temps sans voir de possibilité pour une initiative réduite à celui-ci seulement, sans renoncer à aucune des expériences de 77, mais au contraire justement à partir de la maturité que ce cycle de luttes a exprimée, nous croyons qu'aujourd'hui il est possible d'enrichir cette expérience dans une situation générale beaucoup plus riche en débouchés parce que les besoins de classe sont toujours plus antagoniques des programmes du capital, de la nécessité de relancer de manière massive le profit au détriment des conditions de vie acquises en ces années de lutte de classe ; les besoins de classe peuvent toujours être moins satisfaits ou reconduits à un projet réformiste. Dans ce vide entre réformisme et besoins prolétaires, il est possible de faire croître une pratique autonome d'organisation et de lutte, pour la réduction de la journée de travail, pour le revenu social, qui soit articulée sur toutes les situations mais qui soit aussi capable de produire la socialisation, la circulation des luttes, l'extension et l'enracinement de l'affrontement de classes. Cet espace vide, cet « abîme » entre prolétaires et État existe existe objectivement, il est dans les choses, ce qui n'est pas objectif c'est la capacité de l'occuper par des expériences de lutte, formes d'organisation directe, propositions stratégiques. C'est là que doit se marquer subjectivement (et non de manière volontariste) l'attention des camarades ; c'est là que peut être montrée cette intelligence et déployée cette richesse du mouvement à laquelle trop souvent on s'est référé seulement de manière rhétorique.

S'il est clair que, contre l'attaque capitaliste aux conditions matérielles de vie des prolétaires, dans la phase future les luttes pour le revenu seront centrales, cela ne voudra certainement pas dire que l'on devra poser l'attention exclusivement sur les besoins matériels. Il s'agit pourtant de comprendre, l'expérience récente le montre, que la même transformation des rapports « agonise », devient passive quand, au lieu de l'accompagner, elle tend à se substituer à une plus grande capacité d'influer sur les rapports de force généraux entre classes.

→

D'autre part, comment serait-il possible de transformer les rapports sociaux, la vie quotidienne, sans une pratique qui sache se référer concrètement à la structure des besoins et qui sache fonder des niveaux plus étendus de socialisation ? A aucun niveau, ni de production ni de rapports, ne peut être satisfaisante l'autogestion de la misère.

Pour ce qui est des initiatives sur l'intelligence technico-scientifique, elles peuvent aujourd'hui se mouvoir sur deux plans : dans l'expérience de production alternative qui, même si quantitativement résulte jusqu'à maintenant, pourrait être plus socialisée et débattue, plus que ce qu'elle l'a été jusqu'à maintenant ; sur la science mise au service du capital de par l'instauration de nouveaux rapports de forces dans un arc très étendu d'initiatives : du nucléaire à la médecine, de la chimie à l'informatique...

****

répression

APPEL AU SOUTIEN

Depuis décembre 78, Aix-en-Provence a été envahi par un nombre conséquent de panneaux publicitaires et lumineux, panneaux édifiés par la société Decaux. Cette invasion a tout de suite entraîné une réaction de la population, se concrétisant par le bris de quelque 80 panneaux, à la fin janvier. C'est dans la nuit du 24 au 25 janvier que nous décidâmes de passer à l'action. Malheureusement, les flics interpellèrent trois d'entre nous, dont deux mineurs, et nous avons passé 17 heures en garde à vue avant de comparaître devant le procureur de la République.

Le procès s'est déroulé en flagrant délit le 14 février. L'avocat de J.C. Decaux ne trouvera rien d'autre à faire que de requérir l'article 314 (la très scélérate loi anti-casseurs) réclamant de un à cinq ans fermes et 93 500 francs de dommages et intérêts„ escomptant nous faire payer la totalité de la casse quand nous ne comparaissions que pour cinq de ces panneaux.

En fin de compte, le délibéré a été rendu le 7 mars et j'ai été condamné selon l'article 257 du code pénal pour « dégradation d'édifice public » (sic), soit 600 francs d'amende et 7 000 francs de dédommagement.

Il va de soi que je ne possède pas cet argent et que donc tout soutien sera le bienvenu. Pour les deux mineurs, la date du procès n'a pas encore été fixée et il se tiendra de toute façon à huis-clos.

Les panneaux Decaux s'insèrent parfaitement dans le cadre d'un urbanisme capitaliste et aliénant. C'est ce qui justifie de prime abord leur suppression. Nous comptons sortir aussi une brochure de documentation sur le sujet d'ici peu, qui sera un outil pour tous ceux qui s'intéressent à l'affaire Decaux.

Jean Graziani
(Groupe E. Reclus)

Pour le soutien : B.P. 357 - 13611 Aix-en-Provence - CCP : Tomasini 652168 T

PS — Sur Aix, les parcmètres, c'est aussi Decaux.

Le 30 janvier dernier commençait l'offensive conjointe des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères contre les réfugiés politiques basques. Nous ne vous rappellerons de cette journée que les sept personnes remises directement à la torture. Dix-sept autres ont été assignées à Valensole, dans notre département des Alpes de Haute-Provence, jusqu'au 14 de ce mois-ci.

Aujourd'hui, deux d'entre elles sont incarcérées à la prison des Beaumettes à Marseille, attendant que le parquet d'Aix-en-Provence statue sur le mandat d'arrêt international lancé à leur encontre par la police espagnole. Elles sont en grève de la faim depuis le 14 mars. Les quinze autres réfugiés sont interdits de séjour dans les neuf départements frontaliers du Sud-Ouest.

Ces mesure sans précédent pour des personnes ayant obtenu il y a plusieurs années leur statut officiel de réfugiés politique, sont une atteinte, comme il n'y en a jamais eu, à la conception française du droit d'asile ; une restriction anti-démocratique plus que dangereuse pour l'avenir tout entier des droits de l'homme. Que dire de plus ? Insister sur la gravité du problème ? Est-ce nécessaire lorsqu'on sait que maître K. Croissant, le jeune militant de gauche G. Winter, et déjà huit ressortissants basques espagnols, ont été extradés purement et simplement ? et lorsque des centaines d'autres Basques — mais pas seulement — risquent de l'être à brève échéance ?

Créés le 8 février dernier, nous avons été pendant plus d'un mois, de par la proximité, avec les assignés de Valensole, l'interlocuteur principal de nombre d'associations et d'individus au niveau national et international. Pour remplir ce rôle d'information et de sensibilisation, ont collaboré des organisations syndicales comme le Syndicat National des Instituteurs et PEGC des Alpes de Haute-Provence, le Syndicat Général de l'Éducation Nationale CFDT des Alpes de Haute-Provence aussi ; politiques comme la Fédération du Sud-Est du Parti Socialiste Unifié, entre autres ; des associations culturelles comme l'Institut d'Études Hispaniques, etc.

Mais aujourd'hui, notre éloignement des deux incarcérés aux Beaumettes comme au Pays Basque, et la proportion nationale que prend cette affaire, font que celle-ci n'est plus de notre ressort. Elle est du vôtre. Stopper la volonté gouvernementale en matière de droit d'asile dépend objectivement de vos initiatives, avant qu'il ne soit définitivement trop tard...

En les espérants unitaires et diverses, nous vous adressons nos plus vives salutations.

Collectif de Soutien aux Basques de Valensole, c/o S.I.A. — 88, rue de Provence, 04200 Sisteron.

Ch'Galibot numéro 9, mensuel d'information de la région lensoise est sorti. Il semble que ce canard ait pas mal de démêlés avec la presse quotidienne du Nord qui répand le maximum de calomnies. Il y a aussi pas mal de « bavures » dans la région qui sont racontées par **Ch'Galibot**. Il y a aussi un dossier sur la silicose chez les mineurs, sa prévention ou son absence de prévention, et à qui profitent les maladies du travail ? Devinez. On finit par de la poésie et les spectacles, cinémas, concerts et théâtres.

Ch'Galibot, 199, rue Zola - 62800 Liévin.

Le Croquant numéro 11 voit son nombre de pages augmenter ainsi hélas que son prix (4 F). **Le Croquant**, est-il besoin de le rappeler à nos fidèles lecteurs/trices, est un journal de contre-info sur Caen et sa région.

Ça commence sur un éditorial d'un optimisme qui revigore et ça embraye sur un dossier sur la maternité telle qu'elle est assumée dans les CHR de Caen. Signalons au passage qu'un supplément au numéro dix intitulé **La Croquante** est consacré entièrement aux femmes. Ensuite, une petite histoire de travailleurs étrangers en Suisse, une magnifique B.D. sur l'Europe, la drogue en question à travers le procès des 14 inculpés de Cherbourg, un grand reportage des envoyés spéciaux du **Croquant** sur le thème : les clochards ont-ils une âme ? et « Senthaclos », un groupe qui fait de la zizique sans fric. Et pour conclure, des renseignements sur l'objection de conscience.

Inutile de vous dire d'acheter ce canard dont la présentation est de plus en plus belle à chaque numéro. D'autre part, **Le Croquant** prépare un « Spécial vacances » et demande aux gens de les informer sur les activités dans leur coin pour passer des vacances pas trop débiles.

Le Croquant, BP. 173 - 14008 Caen Cédex.

Enfin, il est arrivé le « joli mensuel régional d'expression libre », à l'initiative de l'association de l'Aligoté à Auxerre. Il s'appelle, vous l'aviez tous deviné, **Le Claquezèbe** (numéro 1).

Vous saurez tout sur le flicage des grandes surfaces. Vous frissonnerez sur le compte rendu du festival du film fantastique et de science-fiction. Vous apprendrez qu'à Auxerre comme ailleurs, un handicapé qui manifeste doit s'attendre à des ennuis avec les flics. Vous serez avertis de l'immonde propagande de l'EDF. Vous aurez la chance, ô touristes comblés (et autres), de visiter Auxerre by night et vous pourrez savoir où vous cultiver dans la région. Tout ça dans le même journal bourré de dessins, et pour 3 francs.

Pour en savoir plus, écrire à **l'Aligoté** BP. 352 — 89006 Auxerre-Cédex.

Derniere Minute: Front libertaire est officiellement inculpé pour la diffusion de l'affiche sur Pierrefite qui avait déjà donnée lieu à des perqusitions dans certaines imprimeries entre autre. (Encore plus d'infos dans le prochain FoLo).

Poster de soutien à la librairie du FRONT LIBERTAIRE PRIX : 5F (+ frais d'envois)
à commander : 33 rue des Vignoles 20°

Lannion, 5 et 6 mai
FETE DU 0 DE CONDUITE
(en soutien aux renvoyeurs de livrets militaires)

Depuis pas mal de temps, nous sommes quelques-uns à Lannion, militants ou non de diverses associations et comités qui voulions organiser une fête, un festival, enfin quelque chose d'un peu différent de Gras* et autres soirées dansantes.

Puis en ce début d'année, ce sont soixante-et-une copines et copains anti-militaristes qui s'insoumettent à l'armée. Ce qui nous a décidés pour une fête de soutien.

La fête du 0 de conduite, puisque non contents d'avoir un mauvais livret, certains le renvoient.

Une fête pour les oreilles avec de la musique folk, rock, des chansons à textes, des poèmes, etc.

Une fête pour les yeux, avec du théâtre, des animations.

Mais aussi un endroit, un espace de temps où ceux qui n'en ont pas souvent les moyens puissent exprimer leurs actions, leurs luttes, dans des stands, des débats autour de films et montages diapos.

Au programme sont déjà prévus :
– MUSIQUE-CHANSONS : Mama-Béa Tekielski, Y. Dautun, G. Delahaye, Kristen Nogues, Kerguiduff, Evariste, Mathieu Donnard Street, Woas-Wen, Jazz 4 + , P. Wright, Kig ar Farz, La Bastringue, Tal Ben, Stor Lock.
– POÉSIE-THÉATRE : Y. Le Men, En Arrière de Guingamp, Papill'Homme, Strollard Ar Vro Pagan.

Venez nombreux vous amuser avec nous les samedis 5 et dimanche 6 mai à la Salle Omnisport - Lannion.

Association Tregoroise
d'Expression Libre
BP. 16 - 22300 Lannion
Tél. (96) 38.77.54.

* « Les Gras » : 1 semaine de Carnaval à Lannion.

Le Collectif « Mineurs en lutte » tient des permanences le mercredi après-midi et le samedi de 10 h à 18 h à la boutique de droit, 46, rue du Pré-St-Gervais (métro Place des Fêtes). Les comités de soutien aux mineurs et au Collectif 7 + tiennent une coordination tous les samedis à 14 heures à Jussieu (tour 46).

Le *SARI-ESPAGNE* numéro 11 est paru. Il est à commander à l'OCL Arles : GERMINAL - 19, rue des Suisses – 13200 Arles.

Un groupe libertaire se monte sur Versailles, qui veut regrouper les libertaires de toutes tendances sur des actions ponctuelles. Pour tout contact, écrire au journal qui transmettra.

cinéma

COMMUNIQUÉ

Les anarcho-syndicalistes se réuniront les 14, 15 et 16 avril 1979 à Lyon. Cette rencontre, faisant suite à la Conférence nationale des 23 et 24 septembre 1978 à Rouen, traitera entre autres thèmes :

– De l'état actuel du mouvement ouvrier français et plus particulièrement de son organisation, pour répondre efficacement aux attaques du patronat et de l'État.

– De l'impact de l'anarcho-syndicalisme dans la classe ouvrière aujourd'hui.

– De la mise en place d'une Solidarité internationale réelle et effective afin de répondre aux demandes de plus en plus nombreuses des camarades à travers le monde.

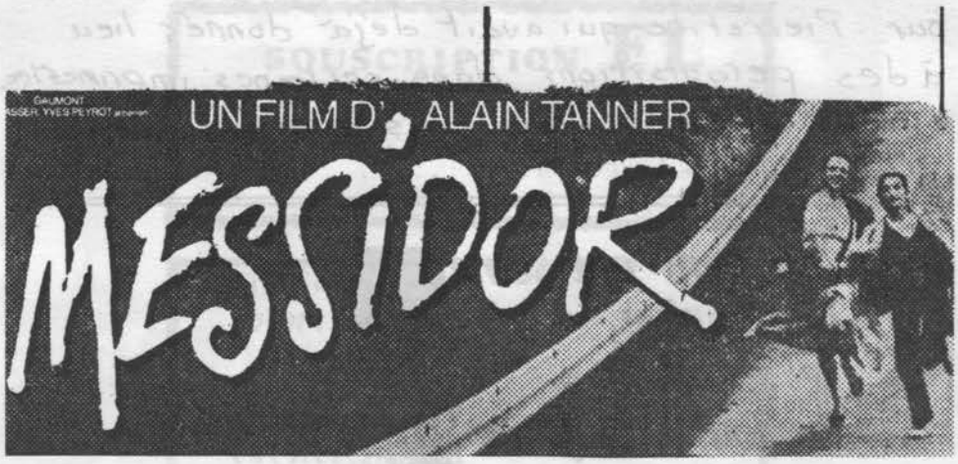
Désireux de débattre d'une manière ouverte et sérieuse de l'alternative qui s'offre aujourd'hui aux travailleurs(euses), face aux échecs des sociaux-démocrates et des réformistes de tous bords, les anarcho-syndicalistes tenteront d'apporter un certain nombre de solutions (organisation adaptée, modes d'action, moyens d'action, etc.) sans pour autant s'ériger en « guides éclairés » de la classe ouvrière.

L'autogestion pour une fois, y sera réellement à l'ordre du jour.

Pour confirmation, écrire à C.N.A.S. c/o CES - 28, rue du Champ des oiseaux 76000 Rouen.

Pour avoir diffusé
"L'officiel de l'autonomie"
La libfairie Parallèles est seule inculpée depuis le 23/3/79:"d'injures envers l'armée et de provocation à l'insoumission....."
dans5 ans.....1984

MESSIDOR



Alain Tanner, connaissez ? « Jonas qui aura 25 ans en l'an 2000 », ça vous rappelle quelque chose ? Alors, voilà : son dernier film est sorti. MESSIDOR qu'ça s'appelle. Plutôt angoissant, ce film. Le conformisme passé à la loupe. On en sort avec un peu un sentiment d'étouffement, de mise à nu.

L'histoire ? – Deux jeunes femmes se rencontrent sur le bord d'une route en faisant du stop.

« Je n'avais pas envie d'en faire des révoltées, des militantes, des membres du MLF ; elles ne sont pas porteuses d'un discours. Finalement, l'une a ses études, l'autre travaille dans un magasin (...) »[1].

Banales ? peut-être. Intégrées ? pas tant que ça à voir la rapidité avec laquelle elles craquent. Tanner montre une société qui, elle, est solide, autour de deux femmes qui se perdent dans un labyrinthe de convenances sociales qu'elles n'assument pas. Cette société, c'est la Suisse allemande vue par un Suisse francophone avec, en arrière-fond, la RFA tellement proche avec son fascisme quotidien et son terrorisme.

« Je n'avais jamais parlé directement de la Suisse. Je ne l'avais jamais montrée. Elle est en petit ce que les multinationales essaient de créer chez les gens, le pays du monde où ça marche le mieux : l'intégration, l'intériorisation du système, l'idéologie du non-choix. Le rêve de l'Union Soviétique : la Suisse (ne prenez pas ça au premier degré). Le chancelier allemend expliquait récemment que bientôt on vivra de nos brevets, on sera tous des tertiaires. C'est ça la Suisse. En France, il y a des problèmes, des grèves, quand on taille dans le secteur secondaire. Chez nous, il y a autant de chômage qu'ailleurs, mais il est exporté (...) »[1].

En même temps, Tanner passe au crible la notion de « citoyen », l'appel par tous les rouages de la société de sa délation. En clair, si on manque de flics, faisons de chaque citoyen un flic...

« Il y a en Suisse la volonté farouche de créer la psychose du terrorisme, alors qu'il n'y en a pas trace. On fait un battage formidable autour d'un détournement d'avion, on fait venir les tireurs d'élite, on profite de l'affaire Schleyer. Le gouvernement se sert de cette psychose : il aimerait bien créer une police fédérale, pour protéger le nucléaire essentiellement »[1].

Au départ, un jeu : on ne veut plus rentrer, alors on va n'importe où. Mais très vite, les problèmes d'argent se posent. L'insécurité de ne pas savoir quand elles vont manger et dormir amène les deux femmes au non-sens. « J'ai demandé à deux filles de faire du stop (...). Au bout d'une semaine, ces deux filles n'en pouvaient plus d'aller n'importe où, de ne pas se changer. Trois semaines (le temps du voyage dans le film), c'est ce qu'il fallait pour arriver au stade du désaroi total, de la régression, de l'absurdité »[1].

Là-dessus se greffent les problèmes quotidiens de femmes dans la rue ou faisant du stop (tentative de viol, draguage systématique ou leçon de morale). La présence d'une arme dans les mains des femmes amènera le film à une conclusion logique et connue d'avance. « L'honneur perdu de Katarina Blum ». Comment amener dans une société où tous les actes sont régis par le conformisme le plus banal, des individus à un acte destructif équivalent à son propre suicide. Mais justement, la société n'a pas d'intérêt au suicide. Elle force les gens à des réactions d'auto-défense/terrorisme pour justifier encore plus sa légitimité.

On ne peut parler des films de Tanner sans parler de lui, tellement sa façon de tourner est un style unique, cette façon de resituer un personnage dans un paysage-décor ou de couper un récit par des vues de paysages (« Le milieu du monde », par exemple) qui introduit le décor comme un personnage. « Dans Messidor, j'accorde autant d'importance aux événements qui en ont qu'à ceux qui n'en ont pas. A partir du moment où les filles décident d'aller nulle part, une journée creuse est aussi forte qu'une journée pleine. Cela donne l'impression que le film est aplati dans sa narration.

Je préfère un cinéma qui met les acteurs dans un décor. Messidor est un film de décors qui ne valent que par les signes qu'on y lit : voitures, cafés, routes, têtes, hommes seuls »[1].

Reste de ce film la désillusion. Le quotidien de deux femmes fait d'impuissance aux yeux du « qu'en dira-t-on » et de la délation.

« On m'a dit aussi que les deux filles ne seraient jamais passées dans l'émission XY[2] (...). Je crois que c'est possible et en tous cas, dans dix ans, c'est elles que l'on verra à la télévision »[1].

Un film-avertissement utile.

M.)CL-Paris-Est

1. Entretien de Tanner avec *Le Monde*.
2. Émission de télévision basée sur la délation des criminels. L'équivalent perfectionné du « jeu » téléyisé français : « L'Inspecteur mène l'enquête ».